APRÈS CINQ SEMAINES DE CONFLIT

Santé : enfin le dialogue

Début de dénouement dans le bras de fer qui oppose l'Intersyndicale des professionnels de la santé au ministère de tutelle. Après cinq semaines de grève et de sit-in, le SNPSP, le SNPSSP et le Snapsy ont été reçus par le chef de cabinet de Ziari. Les syndicats autonomes prennent acte en attendant la tenue de réunions de travail dès la semaine prochaine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La pression a fini par payer. Après cinq semaines de blocage dans le secteur de la santé, la tension est retombée d'un cran hier.

Au moment où les adhérents du SNPSP, du SNPSSP et du Snapsy étaient rassemblés face au ministère de la Santé pour exiger l'ouverture du dialogue, les trois responsables syndicaux ont été invités à rencontrer le chef de cabinet.Une invitation qui marque un tournant dans ce conflit qui s'enlisait chaque jour un peu plus.

Le Dr Merabet, le Dr Youssfi et Khaled Keddad ont été reçus tour à tour par le chef de cabinet. Une prise de contact considérée comme une première victoire par les syndicalistes qui réclamaient depuis le début du mouvement de protestation l'ouverture de canaux de dialogue de manière officielle à tel point qu'elle était devenue une revendication à part entière. C'est désormais chose faite après des semaines de communiqués incendiaires.

«Un premier pas», commentait hier le Dr Merabet, président du SNPSP qui expliquait au sortir de cette rencontre que la prise de contact va certainement permettre de mettre fin à la situation de blocage.

Le SNPSP prend acte de l'engagement du ministère à organiser dans les jours à venir des réunions de travail avec les syndicats pour ouvrir le dialogue autour des revendications spécifiques des trois syndicats.

Photo : Samir Sid

C'est la fin de la situation de blocage.

Même état d'esprit chez le Dr Youssfi, président du SNPSSP, qui a tenu à rappeler que le premier objectif du sit-in d'hier était d'ouvrir le dialogue.

Un objectif pleinement atteint avec la reprise du dialogue. Il faudra, dit-il, attendre les réunions de travail pour voir sur quoi ces dernières vont déboucher. Au cours de la prise de contact, le président du SNPSSP a rappelé que la situation de blocage n'était certainement pas du fait des syndicats mais de certaines parties à l'intérieur même du ministère qui ont poussé au pourrissement.

Il a demandé à cette occasion au chef de cabinet à ce que les sanctions qui ont été infligées aux grévistes (suspensions, mises en demeure, mutation arbitraire) soient levées. Des engagements ont été pris en faveur de la levée des sanctions.

Après cette rencontre, les trois syndicats doivent tenir, au plus tard dimanche, leurs conseils nationaux respectifs.

L'occasion d'évaluer le mouvement de contestation et de discuter de son avenir mais aussi d'informer les adhérents du contenu de la rencontre avec le chef de cabinet du ministère.

N. I.

BENYOUNÈS À PROPOS DES RISQUES LIÉS À L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE :

«C'est un faux débat !»

Pour le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, Amara Benyounès, l'Algérie ne peut pas renoncer à l'exploitation de l'énergie quelles que soient les raisons. «C'est notre gagne-pain», clame-t-il. S'exprimant, hier, à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, Amara Benyounès dit ne pas comprendre les craintes des uns et des autres par rapport à l'exploitation du gaz de schiste en Algérie.

«Il a suffi qu'une personne étrangère s'exprime sur la question pour que quelques intellectuels algériens prennent le relais présentant l'exploitation du gaz de schiste comme le pire des projets que pourrait entreprendre l'Algérie, avec des dommages environnementaux touchant jusqu'aux nappes phréatiques.

Pourtant, les Etats-Unis l'exploitent depuis 40 ans et à 25 km de New York, il existe un forage de ce gaz. Même le Canada, qui est l'un des pays les plus intransigeants en matière de protection de l'environnement, l'exploite.

Je ne vois pas où est le risque dont parlent certains alors qu'il y a des techniques très avancées qui permettent le recours à ces gisements sans pour autant dégrader l'environnement», a-t-il argumenté. Mais le problème, pour Amara Benyounès ne se pose pas qu'à ce niveau : «L'Algérie ne peut pas renoncer à l'exploitation de cette énergie.

C'est notre principal gagne-pain et il faut comprendre que sur cette question, tous les regards sont braqués sur nous. Les Etats-Unis assurent leur propre consommation en matière de gaz de schiste et recourent même à l'exportation comme d'autres pays… L'Algérie, qui possède des gisements importants en la matière, peut s'avérer un sérieux concurrent…».

Les décharges sauvages n'en finissent pas !

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que depuis septembre 2012, son département a procédé à l'éradication de 5 500 décharges sauvages et l'élimination de 4 millions de tonnes de déchets. «Et il en reste encore beaucoup», regrette Amara Benyounès. Aussi, le ministre a rappelé la nécessité d'éradiquer le sac en plastique, l'un des éléments polluants qui menace le plus l'environnement algérien.

Une proposition sera faite au gouvernement dans ce sens, toujours selon le ministre.

Mehdi Mehenni

30 000 ALGÉRIENS VIVENT AVEC LE VIRUS

Vers une solution génétique définitive pour le VIH sida !

Selon les données de l'OMS, près de 30 000 Algériens vivent avec le virus du VIH/sida. Ils sont 34 millions dans le monde. Selon le professeur Kamel Senhadji, directeur de recherche à l'Université de Lyon, spécialiste du sida, la recherche se dirige vers la thérapie génétique pour permettre l'éradication totale du virus.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La recherche scientifique n'a toujours pas réussi à trouver une solution radicale pour le virus du VIH/ sida. Des progrès ont été, cependant, réalisés, reconnaît le Pr Senhadji, spécialiste du sida, qui s'exprimait hier au forum du quotidien *DK News*. Les malades, a-t-il souligné, peuvent désormais bénéficier d'une rallonge de vie allant jusqu'à 20 ans grâce aux médicaments et vaccins existants. Ces progrès, souligne-t-il, sont «une solution d'attente intéressante mais ne permettent pas une guérison totale».

Selon ce professeur, «le virus qui défie, les scientifiques finit toujours par réapparaître au bout de quelques années». Le spécialiste a expliqué que le virus du VIH/sida est en constante mutation, c'est pourquoi il est difficile de le neutraliser définitivement. «C'est un virus intelligent qui réussit toujours à muter.

Le vaccin ne pourra être efficace que si nous réussissons à extraire les parties cachées du virus qui, elles, ne changent pas», a indiqué le professeur qui a souligné que cette technique nécessite beaucoup de moyens.

Selon ce dernier, «il n'y aura pas de vaccin à court terme, ni à moyen terme, mais plutôt à long terme». La piste exploitée actuellement par les chercheurs, poursuit-il, c'est la thérapie génétique. Il a indiqué que cette solution a été testée sur les animaux de laboratoire et le virus du VIH a disparu au bout de trois à quatre mois. Une solution qui, dit-il, sera développée d'ici quelques années pour le corps humain.

Depuis sa réapparition en 1981, le virus qui attaque le système immunitaire a contaminé plus de 64 millions de personnes dans le monde dont 30 millions sont décédées.

S. A.

PREMIER FORUM DE *L'HOSPITALIER*

Les problématiques de la gestion et de l'hygiène hospitalières en débat

Le premier Forum de l'*Hospitalier *qui se tiendra les 8 et 9 juin à l'hôtel Mercure se penchera sur la problématique de la «déstructuration du secteur hospitalier algérien et ses implications sanitaires». A l'initiative de la revue* l'Hospitalier*, la rencontre réunira des experts qui aborderont les questions relatives notamment à la disponibilité pharmaceutique, l'hygiène et la transition épidémiologique.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La rencontre scientifique devrait regrouper l'ensemble des intervenants dans le domaine hospitalier et les sociétés savantes, qui évoqueront aussi les questions relatives au parcours des soins au niveau des hôpitaux.

Selon les organisateurs de la rencontre, les acteurs présents mettront l'accent sur les travaux concernés et les attentes des professionnels.

Ils expliqueront que la rencontre a été décidée devant l'urgence de dialoguer autour des difficultés rencontrées tant par les décideurs, les praticiens, les gestionnaires, les pharmaciens, les techniciens que les malades.

Les thèmes abordés concerneront ainsi la pharmacie hospitalière, profession qui exige une technicité et une expertise de plus en plus grandes avec l'apparition de nouvelles thérapies qui incluent des dispositifs médicaux complexes. Il s'agit aussi de l'hygiène hospitalière face à la situation dramatique des structures de soins et de la forte incidence des maladies nosocomiales, ainsi que la gestion hospitalière dans toutes ses dimensions.

Les interventions concerneront aussi les plateaux techniques et les infrastructures. Ceci notamment pour ce qui est de la biologie et l'imagerie médicale qui ont un rôle central dans le diagnostic, le traitement et le suivi des malades.

«Il en va de même concernant les infrastructures, qui dans leur majorité ne répondent pas aux normes internationales, d'où l'intérêt et l'urgence de modernisation», expliquent les organisateurs de la rencontre.

F.-Z. B.